Qui a dû partir ou se restructurer

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

Le nombre d'acteurs touchés par la partie 9 était plus important que ne le laissaient penser les déclarations de la Monetary Authority of Singapore (MAS, l'autorité monétaire et de surveillance financière). On peut en distinguer trois groupes. Le premier se composait de plateformes d'échange et de sociétés de négociation mondiales qui avaient constitué une entité singapourienne comme société holding du groupe ou comme entité contractante commode pour leurs clients non singapouriens, sans aucune intention de servir Singapour. Nombre de ces entités avaient été créées entre 2017 et 2021, lorsque Singapour se présentait comme une place crypto. Une société singapourienne disposant d'un compte bancaire à Singapour était alors une contrepartie crédible pour les plateformes d'échange et les prestataires de paiement du monde entier. Ces groupes ont transféré le rôle contractuel à des entités situées dans d'autres juridictions, le plus souvent les îles Vierges britanniques, les îles Caïmans, Dubaï ou Hong Kong. La société singapourienne a ensuite été radiée ou réaffectée.

Le deuxième groupe se composait de fondateurs et de petites équipes basés à Singapour qui exploitaient depuis Singapour des activités liées aux jetons pour une clientèle mondiale. Étaient touchés les desks de gré à gré servant des clients fortunés asiatiques, les sociétés de technologie de conservation détenant des fragments de

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

clés, les sociétés de conseil en jetons organisant des ventes pour des émetteurs étrangers et les teneurs de marché cotant sur des plateformes étrangères. Chacun a dû analyser si son activité constituait un service sur jetons numériques, si ses clients se trouvaient hors de Singapour et si une exemption s'appliquait. Plusieurs ont transféré leurs entités opérationnelles à Hong Kong, où le régime d'agrément des plateformes de négociation d'actifs virtuels de la Securities and Futures Commission offrait une voie d'accès à une licence. D'autres se sont installés à Dubaï, sous la Virtual Assets Regulatory Authority (voir partie O, chapitres III et IV).

Le troisième groupe se composait d'entreprises déjà agréées au titre du Payment Services Act pour des clients singapouriens et qui servaient également des clients étrangers. Ces entreprises étaient exemptées de la partie 9 pour les activités couvertes par leur licence de paiement et pouvaient continuer à servir des clients étrangers, sous réserve du droit du pays du client. La clarification de juin 2025 l'a confirmé.[1] Il en est résulté une valorisation de la licence au titre du Payment Services Act : elle est devenue la seule base licite permettant à une entreprise crypto singapourienne de servir à la fois des clients nationaux et étrangers.

Perspective transfrontalière

Un groupe suisse doté d'une filiale singapourienne doit se poser une seule question au sujet de la partie 9 : la société singapourienne fournit-elle un service sur jetons numériques à une personne située hors de Singapour ? Si la société singapourienne est une pure holding, une société de services facturant des frais intragroupe ou un bureau de recherche, la réponse est non et la partie 9 ne s'applique pas. Si elle contracte avec des clients, détient des éléments de clés pour la plateforme de conservation du groupe ou emploie les personnes qui cotent des prix aux clients asiatiques de la plateforme suisse, la réponse peut être oui. Dans ce cas, l'activité doit soit être transférée à l'entité suisse, qui peut servir licitement ces clients depuis la Suisse en vertu de son affiliation à un OAR ou de son autorisation au titre de la LEFin, soit être intégrée dans une licence de paiement singapourienne. La structure zougoise qui fonctionne est une société d'exploitation suisse agréée, dotée d'un

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

bureau singapourien de marketing et de relations clients dont le personnel ne conclut pas de contrats et ne contrôle pas d'actifs, le tout documenté dans des conventions intragroupe lisibles par la MAS.

Notes

1. Allen & Gledhill, article de juin 2025 sur la clarification (précité) : un prestataire déjà agréé ou exempté au titre d'une loi principale pour la même activité est exempté de l'agrément FSMA pour cette activité et n'est en général pas empêché de servir des clients hors de Singapour, sous réserve du droit étranger. ↩

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com